

Les Syriens, otages d'un conflit qui les dépasse ?

Par Hassane Zerrouky

Que le scénario d'une chute du régime syrien avant la fin du mois du Ramadan ait échoué (ce qui s'était produit dans le cas libyen) n'est certainement pas étranger aux menaces d'intervention militaire proférées lundi dernier par le président Barack Obama. Prétextant un possible usage d'armes chimiques par Damas, il a lancé un sévère avertissement au régime syrien. «Jusqu'ici, je n'ai pas donné l'ordre d'intervenir militairement (...) Nous surveillons la situation de très près, nous avons mis sur pied un ensemble de plans (...) et nous avons fait savoir de façon claire et nette à toutes les forces de la région qu'il s'agissait d'une ligne rouge pour nous, et qu'il y aurait des conséquences énormes.» Tirant dès le début leurs propres conclusions du conflit, Washington comme Paris n'ont jamais manqué aucune occasion pour réitérer que toute solution politique en Syrie passait par le départ de Bachar al-Assad du pouvoir. Les deux capitales l'ont d'ailleurs rappelé au nouveau médiateur international, l'Algérien Lakhdar Brahimi, rejetant au passage l'idée d'un départ négocié du président syrien,

idée proposée mardi dernier par le vice-Premier ministre syrien en visite à Moscou, sans doute avec l'aval de la Russie. De son côté, arguant de son impossibilité à faire face à l'afflux de réfugiés syriens sur son territoire, la Turquie a relancé l'idée de création d'une zone d'exclusion aérienne.

Moscou et Pékin sont, bien sûr, d'un avis différent. Dans une mise en garde adressée à l'Occident, ils ont jugé que toute violation du droit international et de la charte des Nations unies était inacceptable.

Qui plus est, le ministre russe des Affaires étrangères a fait savoir que «la réconciliation nationale est le seul moyen d'arrêter au plus vite l'effusion de sang et de mettre en place les conditions pour que les Syriens eux-mêmes s'asseyent à la table des négociations, et définissent le destin de leur pays sans aucune ingérence extérieure», ajoutant : «La seule chose que doivent faire les acteurs étrangers est de créer les conditions pour l'ouverture d'un dialogue.»

Une chose est sûre : sur le terrain, aucun des protagonistes – Armée syrienne libre (ASL) ou forces loyales à Bachar – ne s'est

assuré un avantage décisif. Le soutien financier et militaire de l'Arabie saoudite et du Qatar, l'apport grandissant des djihadistes, en provenance des pays arabes et musulmans, aux côtés de l'ASL, et l'appui logistique des services de renseignements occidentaux et turcs, qui forment et entraînent l'opposition à Bachar, n'ont pas permis de faire évoluer le rapport des forces militaires de manière significative. Dans ces conditions, si aucune solution politique de sortie de crise n'intervenait, cette guerre entre Syriens de différentes confessions risquerait de s'installer dans la durée comme cela s'était passé au Liban. Avec cependant une possible réaction en chaîne régionale. C'est déjà le cas au Liban où des affrontements opposent partisans et adversaires du régime syrien. L'Irak, où l'intervention américaine a laissé un pays exsangue, en proie à un terrorisme sanglant, n'est pas à l'abri. La Jordanie pourrait être entraînée à son tour. Même la Turquie, dont le territoire abrite une base secrète de la CIA et des services britanniques et français qui aident les rebelles syriens, est exposée : le fait que les Kurdes

syriens, sous l'influence du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, turc) et des partis kurdes irakiens, aient décidé de se prendre en charge et de rester à l'écart du conflit opposant Bachar à ses adversaires, inquiète fortement Ankara. Ce à quoi se greffent les menaces israéliennes à l'endroit de l'Iran, coupable aux yeux des Occidentaux et des pays du Golfe de chercher à se doter de l'arme nucléaire.

Au regard de ce sombre tableau, où derrière les questions concernant les droits de l'homme, la démocratie et le pluralisme, se profile au grand jour une alternative politico-religieuse au régime de Bachar, raison pour laquelle Saoudiens et Qataris et leurs affidés islamistes se sont investis plus que jamais dans ce conflit, et de possibles conséquences régionales, il est permis de penser que le peuple syrien dans sa diversité confessionnelle et politique est devenu l'otage d'un conflit régional et géopolitique qui le dépasse.

H. Z.

TUNISIE

Manifestation de journalistes contre les islamistes au pouvoir

Quelques dizaines de journalistes tunisiens ont manifesté hier mercredi à Tunis pour dénoncer ce qu'ils estiment être une tentative du gouvernement dominé par les islamistes de contrôler la ligne éditoriale d'un groupe de presse.

Ce rassemblement organisé par des journalistes des quotidiens arabophone *Essabah* et francophone *Le Temps* s'est déroulé devant le siège du gouvernement, où les manifestants ont scandé des slogans contre le parti islamiste Ennahda. «Ennahda veut placer les médias sous son aile», «Pour une presse libre !», «Touche pas aux médias publics», pouvait-on

lire sur les pancartes des manifestants. Ces deux journaux appartenant à un groupe de presse dont l'Etat tunisien a pris le contrôle après la révolution de 2011 protestent depuis plusieurs jours contre la nomination à leur tête de Lotfi Touati, un ancien rédacteur en chef d'un journal concurrent et jugé trop proche d'Ennahda. Le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) soutient ces rédactions, relevant que de nombreux médias publics ont vu leurs directions remplacées par le gouvernement sans consultation préalable avec les journalistes et employés.

Le SNJT a prévu une assemblée générale demain vendredi lors de laquelle sera évoqué un éventuel appel à une grève nationale des journalistes. Pour l'animateur de télévision

Elyes Gharbi, limogé par les autorités de la direction de la radio Shems FM en février, Ennahda cherche à placer les médias sous sa coupe. «Nous sommes vraiment face à une stratégie de restriction des libertés, notamment de la liberté d'expression», a-t-il dit à l'AFP.

Le gouvernement tunisien est accusé depuis plusieurs semaines de s'attaquer à la presse. En juillet, l'Inric, l'instance chargée de la réforme des médias, s'est même sabordée pour dénoncer le recours par le pouvoir à des «outils de désinformation et de censure».

Autre polémique, les islamistes ont introduit un projet de loi punissant de peines de prison les «atteintes au sacré», ce qui violerait la liberté d'expression selon des organisations de défense des droits de l'Homme.

AU LENDEMAIN DU DÉCÈS DE MELES ZENAWI

Tristesse et interrogations à Addis-Abeba

La capitale éthiopienne était en deuil hier mercredi après la mort en Belgique du Premier ministre éthiopien Meles Zenawi, dont le corps a été ramené tard la veille à Addis-Abeba, alors que la question de la succession restait entière.

Si pour l'heure, le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Hailemariam Desalegn, 47 ans, assure l'intérim, conformément à l'article 75 de la Constitution prévoyant qu'il «agit au nom du Premier ministre en son absence, aucune précision n'a été donnée sur la succession de Meles Zenawi, qui personnifiait le pouvoir éthiopien depuis plus de vingt ans.

Une session extraordinaire du Parlement a été convoquée jeudi matin, au cours de laquelle le vice-Premier ministre devrait prêter serment. Aucun détail n'a été donné sur la durée de cet intérim et sur l'éventuelle élection d'un nouveau Premier ministre.

L'article 72 de la Constitution stipule que celui-ci est élu parmi les députés de la Chambre du peuple, pour un mandat correspondant à la durée de celui de la Chambre. Mais la Constitution est muette sur les cas d'empêchement et de vacance, laissant ouvertes toutes les spéculations. «On est dans un régime extrêmement per-

sonnalisé, où il n'existe aucun système de succession. Ce qui est sur le papier est totalement théorique. La réalité du pouvoir est totalement entre les mains du Premier ministre», soulignait récemment, avant le décès de Meles, un spécialiste de la région sous couvert de l'anonymat.

Longue procession

Durant la nuit, de nombreux habitants de la capitale ont veillé dans la rue, portant des bougies et des portraits de celui qui était l'homme fort de l'Ethiopie et l'incarnation quasi unique du pouvoir depuis 1991. Une longue procession a suivi le cortège funèbre ayant transporté le cercueil de l'aéroport au Palais national, la résidence officielle du Premier ministre à Addis, où il restera jusqu'aux funérailles.

Aucune date n'a été fixée pour ces funérailles et aucun détail révélé sur leur organisation. Un deuil national a été décrété d'ici là. Bien qu'aucune veillée officielle



Photo : L'AFP

n'ait été annoncée, plusieurs centaines de personnes, vieilles femmes et jeunes couples en pleurs, ont convergé hier mercredi matin vers le Palais national, a constaté un journaliste de l'AFP.

Ils ont été autorisés à pénétrer dans l'enceinte du complexe, dont la presse était exclue.

Les minibus de transport collectif roulaient en ville ornés de crêpes noires et de photos du Premier ministre, décédé à 57 ans, dans un hôpital de Bruxelles d'une maladie non précisée.

«L'Ethiopie a perdu son immense chef», titrait le quotidien en amharique *Addis Zemen*, alors que

dans les cafés et les commerces de la ville, radios et télévisions couvrent à plein volume le décès du Premier ministre.

Sur les écrans, passaient en boucle les images nocturnes de l'arrivée du corps et de la longue procession dans les rues d'Addis, entrecoupant des flashes d'information exclusivement consacrés au décès.

Les habitants interrogés hier mercredi exprimaient tous de la tristesse, même ceux admettant que Meles, considéré à l'étranger à la fois comme un visionnaire et comme un autocrate, laisserait des souvenirs contrastés.

Pour Mukemil Elias, commerçant de 32 ans, le dirigeant a durant ses 20 ans de pouvoir considérablement amélioré les infrastructures du pays, surtout les routes et les écoles. Mais il reconnaît que son bilan en matière de droits de l'homme est moins reluisant. «Nous (Ethiopiens) nous nous querellons souvent» à propos de Meles Zenawi, admet-il, «nous ne sommes pas tous d'accord».

Lui-même se dit «triste, parce qu'il a fait beaucoup pour le pays, il avait de grands projets et n'a pu les mener à bien car il est mort trop jeune», explique-t-il.

MORT D'ARAFAT

Le laboratoire de Lausanne attend le feu vert de sa veuve

L'Institut de radiophysique (IRA) du Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV) à Lausanne a indiqué, hier mercredi, attendre de connaître la position de M^{me} Souha Arafat sur sa possible participation à une enquête sur la mort de l'ancien dirigeant palestinien.

Le laboratoire a été invité par l'Autorité nationale palestinienne (ANP) à enquêter sur la mort d'Arafat. «Nous avons manifesté notre intérêt sans pour autant que l'indépendance, la crédibilité et la transparence de notre implication soient garanties. L'ANP dit vouloir s'engager sur ce point», a déclaré à l'AFP un porte-parole du CHUV, Darcy Christen.

«Cependant, une plainte pénale a été déposée par M^{me} Arafat en France et nous l'avons donc consultée ; nous attendons qu'elle nous communique sa position sur notre possible implication», a-t-il ajouté.

Au cours d'une conférence de presse le 8 août à Ramallah, un ancien officier du renseignement palestinien, Tawfiq Tirawi, qui a mené l'enquête sur la mort d'Arafat en 2004, avait indiqué que le laboratoire de Lausanne aurait toute l'indépendance souhaitée.

«Nous sommes prêts à leur donner toutes les garanties qu'ils veulent», avait déclaré Tirawi. «L'Autorité palestinienne a parlé avec la veuve d'Arafat, et elle a donné son accord pour l'exhumation d'une partie de ses restes pour examen», avait-il dit.

La thèse d'un empoisonnement d'Arafat a été relancée le 3 juillet par la diffusion par Al-Jazeera d'un documentaire où il apparaît que l'Institut de radiophysique de Lausanne a découvert «une quantité anormale de polonium» sur les effets personnels d'Arafat remis à sa veuve par l'hôpital de Percy (près de Paris) où il est mort le 11 novembre 2004. Depuis, la veuve d'Arafat a déposé le 31 juillet en France une plainte contre X pour assassinat.

Le polonium est une substance radioactive hautement toxique, qui a servi à l'empoisonnement en 2006 à Londres d'Alexandre Litvinenko, un espion russe devenu opposant au président Vladimir Poutine.